



INTERVENTION DE M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

DEVANT LES PARLEMENTAIRES DE LA MAJORITÉ

Palais de l'Élysée – Mercredi 3 octobre 2007

Mes chers amis,

Je veux d'abord vous remercier du travail que vous avez accompli depuis le début de l'été. Il n'y a pas eu beaucoup de majorités dans le passé qui aient autant réformé en si peu de temps. Il n'y a pas eu beaucoup de majorités qui aient autant tenu de promesses en quatre mois.

En général, quatre mois, c'est suffisant pour oublier les engagements de la campagne. Nous, ces quatre mois ont été suffisants pour confirmer les engagements de la campagne.

Tenir les promesses de la campagne présidentielle, respecter les engagements pris, être fidèle à la parole donnée, c'est la seule manière de réhabiliter la politique, de réconcilier les Français avec la politique et de faire différemment ce que l'on a trop souvent fait dans le passé.

On a trop souvent construit des majorités sur le reniement et d'une certaine façon sur le mensonge.

On ne peut pas gouverner par le mensonge.

On ne peut pas mentir aux Français. On ne peut pas leur dire : excusez-moi, vous m'avez élu sur un discours, je me suis horriblement trompé, je vais donc faire le contraire.

On ne peut pas dire aux Français : c'est normal, on ment pendant la campagne et l'on renie sa parole, une fois élu.

Les Français ne supportent pas, ne supportent plus qu'on leur cache la vérité, sous prétexte qu'ils ne seraient pas capables de l'entendre.

La vérité, les Français la souhaitent, les Français la veulent.

Ils sont prêts au changement, ils sont prêts à la réforme, ils sont prêts à la rupture. Que n'ai-je entendu lorsque j'ai prononcé le mot rupture ? Tant de si savants conseillers qui, à l'époque, pronostiquaient l'erreur politique fatale qui allait fatalement me faire perdre les élections.

Les Français sont prêts à l'effort. C'est d'ailleurs pour cela qu'ils m'ont fait confiance. C'est pour cela qu'ils vous ont élus.

J'ai parfaitement conscience que cette confiance n'est pas acquise une fois pour toutes. Pour la conserver, il faut la mériter.

On ne peut pas, dès lors que l'on est élu, considérer que ce que l'on a dit durant la campagne n'a aucune importance et s'attendre à conserver cette confiance.

Les gouvernements de gauche ou de droite, qui ont renié leur parole, ont perdu la confiance des Français.

Les Français ne supportent pas que l'on fasse au lendemain des élections exactement le contraire de ce qu'on leur a promis la veille. C'est pour cela et pas pour autre chose que pendant si longtemps ils ont sanctionné toutes les majorités sortantes qui si souvent avaient fait le contraire de ce qu'elles avaient promis.

Ce n'est pas la versatilité des Français qui est en cause mais leur lucidité. Une majorité qui se renie est une majorité qui est sanctionnée.



C'est pour cela que pendant si longtemps tant de Français se sont tournés vers les extrêmes, non parce qu'ils adhéraient à leurs idées mais parce qu'ils voulaient exprimer par leur vote le rejet d'une politique dont ils avaient le sentiment qu'elle se moquait d'eux.

C'est pour cela que tant de Français sont devenus si méfiants vis-à-vis des réformes, non parce qu'ils refusent le changement mais parce qu'ils ont le sentiment que ceux qui proposent les réformes cherchent à les tromper, et parce qu'en ne disant rien avant, on se condamne à ne rien faire après.

J'ai voulu rompre avec cette façon de faire de la politique. Pendant la campagne, y compris contre certains de mes amis, j'ai pris tous les risques. J'ai voulu établir avec les Français une relation de sincérité, d'authenticité et de vérité.

Pour que le vote des Français soit sans ambiguïté, que chacun sache à quoi s'en tenir et pour que le mandat que je recevais soit clair, j'ai dit aux Français : « Je ne vous mentirai pas, je ne vous tromperai pas. »

Je n'ai pas cherché à être prudent.

Je n'ai pas cherché à être habile.

J'ai simplement voulu être sincère.

Les Français m'ont fait confiance.

Cette confiance, je ne la trahirai pas.

Cette confiance, je ne laisserai personne la trahir.

J'ai pris des engagements pendant la campagne présidentielle. Ces engagements sont aussi les vôtres.

Ces engagements, les Français m'ont élu pour qu'ils soient tenus.

Ces engagements, les Français ont élu la majorité présidentielle pour qu'elle les tienne.

Que les choses soient donc claires pour tout le monde.

Ces engagements, j'en suis comptable vis-à-vis des Français. Le gouvernement en est comptable. Chaque parlementaire de la majorité en est comptable.

Pour le président de la République, pour le gouvernement qu'il nomme et pour la majorité présidentielle, il ne peut y avoir qu'une seule ligne politique : celle que le peuple français, dans sa souveraineté, a choisie. Celle qu'il a approuvée à deux reprises, au moment de l'élection présidentielle et au moment des élections législatives, dont je rappelle qu'elles se sont succédées.

En ce moment où la conjoncture internationale est incertaine. En ce moment où la crise de confiance financière fait peser de lourdes incertitudes sur la croissance mondiale, je sais que certains ont des interrogations.

Je sais que nombreux sont ceux qui, de bonne foi, se demandent si nous pourrions aller jusqu'au bout des réformes, jusqu'au bout de la rupture que nous avons promise aux Français.

Je sais que certains craignent que face aux difficultés notre détermination faiblisse quelque peu.

Je veux le dire à tous ceux qui doutent, je veux le dire à tous ceux qui prédisent un changement de cap devant le ralentissement de la croissance que nous poursuivrons la politique pour laquelle nous avons été élus, que nous la poursuivrons sans faiblir, que nous la poursuivrons jusqu'au bout.

Nous ferons donc la rupture parce que la France en a besoin, parce que depuis 25 ans les problèmes s'accumulent, que cela ne peut pas durer et que l'on attend de nous que nous trouvions des solutions à ces problèmes.

Nous ferons donc la rupture parce qu'il n'y a plus moyen de faire autrement, parce qu'il nous faut rompre avec les modes de pensée, avec les habitudes, avec les comportements du passé, qui ont conduit notre pays dans la situation où il se trouve.



La France ne va pas bien, c'est un fait. C'est même d'ailleurs pour cela que nous avons été élus. Car si la France allait bien, je suis persuadé que les Français auraient fait confiance à ceux qui leur promettaient la facilité et la dépense.

Mais la France ne va pas bien et ce n'est pas parce qu'elle n'a pas les moyens d'aller mieux, ce n'est pas parce qu'elle manque de ressources, parce qu'elle manque de talents, ce n'est pas parce que les Français manquent d'intelligence, d'imagination, d'ardeur ou de volonté de travailler. Si la France ne va pas bien, c'est parce qu'elle gaspille ses ressources, c'est parce qu'elle ne valorise pas ses talents, c'est parce qu'elle décourage l'intelligence, l'imagination, l'ardeur et le travail des Français.

Si l'Etat vit au-dessus de ses moyens, la France, elle, vit en dessous de ses moyens. Si l'Etat emprunte beaucoup, les Français quant à eux épargnent beaucoup.

Le problème de la France c'est qu'elle ne produit pas assez par rapport à ce qu'elle pourrait produire, c'est qu'elle ne travaille pas assez par rapport à ce qu'elle est capable de faire, par rapport à ses moyens, par rapport à son potentiel.

Le problème de la France, ce n'est pas qu'elle vit au-dessus de ses moyens, c'est qu'elle vit en dessous de ses capacités.

Je le redis : il manque à la France un point de croissance par an en moyenne pour pouvoir résoudre ses problèmes. Ce point de plus, il ne viendra pas tout seul. Ce point de plus, ce n'est pas la croissance mondiale qui nous le fournira. Le monde est en croissance depuis des années et ce point de croissance manque à la France. Alors, si la croissance mondiale ralentit quelque peu, ce sera plus difficile. Mais, même s'il y avait une croissance mondiale éclatante, ce n'était pas suffisant pour remettre la France au niveau.

Ce point de plus nous ne l'obtiendrons pas en attendant les bras croisés que la conjoncture mondiale s'améliore, pour être un peu au-dessus de ce que la médiocrité nous conduirait à être. Et si la croissance va moins bien, on se satisfait d'être un peu en dessous de ce qu'on pourrait faire. Ce n'est pas la stratégie que j'ai voulu proposer au pays.

Ce point de croissance de plus, nous l'obtiendrons avec les réformes que nous engageons pour être au niveau des pays qui réussissent le mieux dans le monde.

Gouverner ce n'est pas attendre. Gouverner c'est agir.

Le point de croissance qui nous manque pour que le pouvoir d'achat augmente, pour que le plein emploi soit atteint, pour que nos retraites soient assurées, pour que nos comptes publics puissent s'équilibrer, pour que nous puissions faire face à l'augmentation des dépenses de santé, au vieillissement, à la dépendance, pour que les enfants retrouvent l'espoir de vivre mieux.

Ce point de croissance, il faut que nous allions le chercher. Et il ne faut pas aller le chercher à l'extérieur, il faut aller le chercher en nous-mêmes parce qu'il est à la portée de nous.

La stratégie économique que nous proposons avec François Fillon et le gouvernement est simple. Elle repose sur une conviction absolue : les autres travaillent plus quand la France travaille moins. Là se trouve la clé du problème français.

Revaloriser le travail, libérer le travail, encourager le travail, récompenser le travail, voici notre priorité, voici notre ligne, voici notre stratégie. Elle est en rupture totale avec ce qui a été proposé pendant tant d'années par tant de gouvernements à notre pays.

Pour que les choses soient claires, je veux expliquer que ce n'est pas parce que la société va mal que la France ne travaille pas assez. C'est parce que la France ne travaille pas assez que la société va mal.



Ce n'est pas parce qu'il n'y a pas assez de croissance que la France ne travaille pas assez. C'est parce qu'elle ne travaille pas assez qu'il n'y a pas assez de croissance.

Ce n'est pas parce qu'il y a des déficits que la France ne travaille pas assez. C'est parce qu'elle ne travaille pas assez qu'elle accumule les déficits. Les déficits sont la conséquence d'un travail trop faiblement rémunéré, récompensé, valorisé dans notre pays. S'attaquer aux déficits sans s'attaquer à la production de richesses et à la capacité de travail de notre pays n'aurait aucun sens.

Il ne faut pas confondre les causes et les conséquences. Cela fait 25 ans, gauche et droite confondues, que l'on cherche à agir sur les conséquences alors qu'il faut avoir le courage de s'attaquer aux causes.

Nous voulons nous attaquer aux causes.

S'attaquer aux causes, ce n'est pas faire des politiques d'austérité qui n'ont jamais rien résolu.

S'attaquer aux causes, ce n'est pas infliger une nouvelle fois aux Français des politiques sacrificielles.

S'attaquer aux causes, ce n'est pas chercher à réduire les déficits en augmentant les impôts alors qu'ils sont déjà beaucoup trop élevés.

Si la solution était dans l'augmentation des impôts, nous serions le pays au monde qui compterait le moins de chômeurs et qui aurait la croissance la plus forte !

Depuis le temps que nous augmentons les impôts et que cela ne produit aucun résultat sur la réduction des déficits et la réduction de l'endettement, il est temps de se rendre compte que ce n'est peut-être pas la voie la plus intelligente à mener pour ceux qui ont de l'ambition pour l'économie française.

Je veux aller plus loin et dire à tous ceux qui trouvent que la réduction des déficits n'est pas assez rapide - Comment ? en quatre mois, François, nous n'aurions pas supprimé l'endettement de la France et réduit son déficit ? Un comble quand même !-que nous n'assainirons pas les finances publiques si nous ne nous attaquons pas aux causes. Et s'attaquer aux causes, ce n'est pas chercher à rééquilibrer les comptes publics par le rationnement. S'attaquer aux causes, c'est réformer l'Etat, les administrations et les systèmes sociaux.

Si l'on faisait une politique d'austérité, allons-y, si l'on étranglait un peu plus le pouvoir d'achat, si l'on coupait davantage encore dans les investissements, si l'on augmentait les impôts parce que la croissance ralentit, vous auriez alors le résultat : encore moins de croissance, au bout du compte plus de déficit et, de surcroît, vous bloqueriez les réformes.

Regardez les entreprises ou les organisations qui se réforment et qui ont des résultats. Elles ont compris que pour réformer il faut investir. Faire à la fois l'austérité et la réforme, c'est se condamner à n'avoir aucun résultat comptable et, à l'arrivée, ne pas avoir la réforme, parce que tout processus de restructuration commence par la nécessité d'un investissement.

Si l'on mettait toute la politique de réforme au service d'une politique comptable pour résorber les déficits, alors, je vous le dis, nous n'aurions au bout du compte ni la réduction des déficits, ni les réformes.

Si je me suis engagé à fusionner l'ANPE et l'UNEDIC, ce n'est pas pour faire des économies, mais pour être plus efficace dans l'accompagnement des chômeurs et pour leur trouver un travail, pour qu'ils trouvent un emploi, pour qu'ils aient plus de chances de se remettre à travailler et à gagner leur vie.

L'objectif d'une politique de réforme n'est pas de faire des économies comptables, mais d'augmenter le nombre de nos compatriotes qui travaillent. Parce qu'en augmentant le nombre de nos compatriotes qui travaillent, on va augmenter la richesse produite en France, augmenter la croissance, les recettes et l'on réduira les déficits.

Si je me suis engagé, nous en avons beaucoup parlé avec François et Eric Woerth va conduire cette très difficile mission, à fusionner la Direction Générale des Impôts avec celle de la Comptabilité Publique, ce n'est pas



seulement pour faire des économies, c'est pour améliorer la qualité du service public, pour offrir davantage de mobilité aux fonctionnaires et de perspectives de carrières aux agents publics.

Si je me suis engagé, avec Xavier Darcos, à alléger les rythmes scolaires ce n'est simplement pas pour faire des économies, C'est pour permettre à nos enfants de s'épanouir davantage, de trouver un meilleur équilibre de vie, d'apprendre mieux.

Si nous nous sommes engagés avec François à passer en revue toutes les politiques publiques, ce n'est pas seulement pour faire des économies, c'est pour que nos politiques soient plus efficaces, pour que l'argent public soit mieux utilisé et pour que nous ayons davantage de résultats.

L'objectif pour nous est d'installer partout la culture de l'évaluation, la culture du résultat, la culture de la qualité, pas celle du rationnement comptable. Parce qu'à l'arrivée, on n'a rien et l'on ne modernise pas un pays comme cela.

L'objectif, c'est de mettre en place une politique d'effort où tout le monde a quelque chose à gagner et non une politique sacrificielle où tout le monde a quelque chose à perdre, hormis naturellement ceux qui la préconisent et qui ne se sentent jamais concernés par les sacrifices qu'ils demandent à tous les autres.

De ce point de vue, permettez-moi de dire que, concernant le débat sur les salaires, je comprends que les Français en aient assez. On explique à tous les salariés d'une entreprise qu'il n'y a pas de quoi augmenter les salaires, ce qui n'empêche pas de faire une réunion du conseil d'administration pour débattre de la rémunération du dirigeant. S'il n'y a pas de quoi augmenter les salaires en bas, il n'y a pas de quoi augmenter les rémunérations en haut. C'est une politique que nous ne pouvons pas cautionner parce que toute politique doit être fondée sur l'équité.

Que les choses ici aussi soient claires -si vous aviez comme cela me manque de ne pas pouvoir l'expliquer plus directement encore. Je n'ai pas été élu pour refaire éternellement les mêmes politiques. Croyez-vous que l'on n'en parle pas avec le Premier ministre ? Que l'on n'en débat pas avec le ministre de l'Economie et des Finances ?

Je ne pense pas que ceux qui nous ont précédés, quelle que soit leur famille politique, étaient de mauvaise volonté ou n'étaient pas compétents. Ils avaient envie de réussir et ils étaient compétents. Pourtant, cela n'a pas marché ou pas suffisamment.

Alors, que l'on ne nous demande pas de mettre en œuvre les mêmes politiques. De revenir dans le moule de la pensée unique qui, quand même depuis 25 ans, préfère prendre les problèmes de la France par les conséquences plutôt que par les causes.

Je crois à la nécessaire rigueur dans la gestion. Je crois que pas un Euro d'argent public ne doit être gaspillé. C'est pour cela d'ailleurs que nous voulons engager une politique systématique jamais engagée de lutte contre la fraude.

Si, je crois dans la rigueur de la gestion, mais je récuse la politique de la rigueur, qui est une politique d'austérité, une politique de sacrifices, une politique de baisse du pouvoir d'achat, une politique de hausse des impôts. La France ne peut pas se permettre une telle politique.

Le ralentissement de la croissance ne rend pas nécessaire une telle politique, elle valide au contraire la politique que le gouvernement a mise en œuvre.

Le ralentissement de la croissance rend plus pertinent encore le paquet fiscal qui soutient le pouvoir d'achat, qui soutient l'activité, qui encourage le travail.

Où sont les experts qui disaient au mois de juillet : « ça va tellement bien, pourquoi vous soutenez le pouvoir d'achat, pourquoi vous soutenez l'investissement, pourquoi vous soutenez l'activité ? » Ceux-là même qui nous disaient que ce n'était pas nécessaire de le faire en juillet nous propose quoi aujourd'hui ?

Le ralentissement de la croissance n'est pas un obstacle à la réforme, c'est une incitation à aller plus loin et plus vite, c'est une incitation à réformer davantage pour justement lever tous les freins à la croissance.



Je veux dire une chose aux Français si vous le permettez, au travers des parlementaires qui les représentent : la réforme pour moi ce n'est pas une purge. Ce n'est pas une manière de faire payer par les Français des fautes dont ils payent déjà la facture et dont ils ne sont pas responsables.

La réforme, je suis désolé, ce n'est pas une punition, ce n'est pas la politique par laquelle les élites font payer au peuple les fautes qu'elles ont elles-mêmes commises en leur temps.

La réforme pour moi, et je prends mes responsabilités, ce n'est pas que la réforme des régimes spéciaux, c'est aussi une certaine contribution des stocks options au financement de la protection sociale, parce qu'il ne peut pas y avoir de réforme acceptée s'il n'y a pas de souci de justice.

La réforme, ce n'est pas une politique qui vient d'en haut, qui vient de la pensée unique. La réforme, c'est une politique qui exprime la volonté d'un peuple qui subit tous les jours les méfaits de l'immobilisme et du renoncement. C'est une politique qui exprime la volonté d'un peuple qui n'en peut plus du conservatisme et du conformisme.

Dès que quelqu'un dans notre pays dit quelque chose qui sort un peu des idées battues, il est immédiatement dénoncé pour l'incompétence par tous ceux qui portent la pensée unique qui a conduit notre pays, depuis 25 ans, à avoir un point de croissance de moins que les autres. Ce n'est pas la politique que je souhaite que nous mettions en œuvre.

J'ai été élu pour appliquer ce que l'on appelle la volonté populaire. Je sais, le mot populaire ne plait pas, mais à moi, il plaît beaucoup, comme le mot travailleur. Parce que le jour où l'on n'a plus parlé des travailleurs est le jour où l'on a considéré qu'il fallait mépriser le travail. Le jour où l'on n'a plus parlé au peuple, c'est le jour où l'on a commencé à mépriser le peuple.

Je connais bien ce raisonnement, quand un homme de droite est populaire, on dit qu'il est populiste. Merci ! Si cela veut dire que l'on est compris du peuple, ce n'est déjà pas si mal. Parce que nous sommes là par la volonté du peuple et non par la volonté de tel ou tel qui fait des commentaires.

Je ferai cette politique envers et contre tout quels que soient les obstacles que l'on essaiera de dresser sur notre route, et le peuple tranchera.

Il n'y a pas de plan d'austérité caché. Il n'y a pas de tournant de la rigueur en préparation. Vous savez pourquoi ? Parce que ce serait un renoncement et un reniement. Et je n'ai pas été élu pour cela.

Il y a, en revanche, une volonté de réforme, une stratégie de réforme, une politique de réforme.

Nous irons jusqu'au bout de cette volonté ;

Nous irons jusqu'au bout de cette stratégie ;

Nous irons jusqu'au bout de cette politique.

Quelle que soit l'évolution de la conjoncture internationale.

Quel que soit le rythme de la croissance mondiale.

Parce que c'est notre volonté. Parce que nous n'avons pas d'autre choix.

Il faut en finir avec le manque de courage. Derrière ce manque de courage, il y avait ce raisonnement : Il y a une politique de rationnement comptable, alors on ne peut pas faire la réforme, on la fera demain, quand ça ira mieux. Et quand, le lendemain, ça allait mieux, par hasard, on expliquait alors qu'on ne faisait plus la réforme puisque ça allait mieux.

Quand ça ne va pas bien, il ne faut pas le faire car il n'y a pas de marge de manœuvre. Et, quand ça va mieux, il ne faut pas le faire puisque ça va mieux. Avec cela, on fait du sur-place.



Moi je ne veux pas d'une politique qui consiste à acheter avec des allocations le silence de ceux qui avaient le plus à souffrir de l'immobilisme. Parce qu'avec des allocations sociales on ne vit pas, on survit.

Je ne veux laisser personne au bord du chemin. Je veux, à ceux qui traversent une période difficile, offrir non l'assistance, parce qu'elle est dégradante pour la personne humaine, mais la possibilité de vivre dignement de son travail.

Je veux que l'on aide ceux qui n'en peuvent plus, ceux que la vie a tellement éprouvés qu'ils n'ont plus la force de s'en sortir, mais je veux que les revenus de l'aide ne soient jamais supérieurs aux revenus du travail.

Je ne vois pas pourquoi nous devrions renoncer à cela sous prétexte qu'il y a une crise financière, parce quelques spéculateurs ont conduit l'économie mondiale dans une forme d'impasse en faisant n'importe quoi, sans transparence, sans éthique, sans morale.

Nous n'avons pas à payer pour eux.

Alors, avec le Premier ministre et le gouvernement, je veux le dire à la majorité : Il n'y aura pas de pause dans les réformes.

Il n'y en aura pas parce que la France a trop attendu et parce qu'elle ne peut pas attendre. Et à ceux qui me diraient « Nicolas, il y a des élections municipales... » Ah ? je n'avais pas remarqué ! Je leur dirais que si nous devons attendre pour réformer un pays que les élections soient passées, nous allons continuer à attendre longtemps. Et si nous attendons les élections, nous créerons un stress pour les Français qui comprendront que nous ne faisons pas avant les élections pour mieux matraquer après.

Si nous ne le faisons pas avant, les Français diront : ils nous ont menti, ils ne font pas ce que nous leur avons demandé de faire.

La fusion de l'ANPE et de l'UNEDIC attend depuis 20 ans.

La réforme des régimes spéciaux attend depuis 15 ans.

L'autonomie des universités attend depuis 20 ans.

La réforme du marché du travail et de la formation professionnelle attend entre 20 et 30 ans, au choix.

La création d'un véritable volet insertion au RMI, c'est simple, elle attend depuis sa naissance, c'est-à-dire 17 ans.

La réforme de la carte judiciaire, dont je n'ignore nullement qu'elle peut poser problème dans ou tel ou tel endroit, elle attend depuis 50 ans.

Et je peux continuer la liste...

Il y deux stratégies possibles : celle qui consiste à attendre, et à attendre, vous aurez le même résultat que toutes les autres majorités : la défaite. Ou celle que nous proposons avec le Premier ministre et le gouvernement, qui consiste justement à ne pas attendre. La réforme tout de suite.

Nous allons ouvrir le plus grand nombre de chantiers possibles et, de surcroît, en même temps.

Pourquoi en même temps ? On parle de mon tempérament... Tu parles ! À 52 ans, il s'aplanit. J'ai été bien pire dans le passé pour ceux qui me connaissent.

Ce n'est pas une question de tempérament ou d'impatience, c'est tout simplement un raisonnement : c'est pour que chaque réforme entraîne les autres, pour que les effets de chaque réforme soient amplifiés par les effets des autres, pour qu'il y ait une masse critique de réformes capable de faire bouger la société, d'enclencher une dynamique globale.

Jean-Pierre Raffarin pourrait porter témoignage de ce débat que j'avais ouvert avec Jacques Chirac en 2002. Ce n'était d'ailleurs pas un débat indigne, c'est un débat intéressant. Faut-il faire toutes les réformes en même temps ou faut-il faire une réforme après l'autre ?



Je suis clairement sur une stratégie de faire toutes les réformes en même temps pour créer la masse critique du changement. Parce que lorsque vous faites une réforme après l'autre, et la réforme des retraites que vous aviez conduite dans le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin avec François était remarquable, une fois qu'elle est faite, est-ce que vous avez mobilisé moins de monde contre vous parce que vous n'en faisiez qu'une ? Les mêmes sont descendus dans la rue. Simplement, épuisé parce que l'on a fait une énorme réforme, on hésite naturellement avant d'engager d'autres chantiers.

Je voudrais, de ce point de vue, dire que c'est ce que fait François, avec les ministres de son gouvernement, depuis 4 mois. Je voudrais dire les choses et me tiens prêt au rendez-vous du bilan. Pas un gouvernement, pas une majorité n'a déployé une telle activité réformatrice tout azimut dans notre pays depuis 1958.

D'ailleurs, pour les Gaullistes que sont un certain nombre d'entre nous, qu'a fait le Général de Gaulle en 1958 si ce n'est d'engager un puissant mouvement de réforme tout azimut ? Il avait parfaitement compris que, comme tout se tenait dans les sociétés modernes, l'on ne peut pas changer un bout du moteur sans toucher au reste.

Alors, à tous ceux qui, à l'inverse, trouvent que cela ne va pas assez vite. Je veux leur dire que, et c'est là où c'est difficile et où la stratégie politique doit être extrêmement précise, la réforme doit être en même temps rapide et expliquée. Que nos convictions doivent être fortes, inébranlables, mais, en même temps, que les modalités de la réforme doivent être discutées et négociées.

Une réforme qui n'est pas comprise ou qui n'est pas acceptée est vouée à l'échec. On l'a connu dans notre majorité dans le passé. J'ai connu un Parlement qui applaudissait debout une réforme en tout point excellente, saluée par tous les experts. Et, quand l'hiver est venu, les experts avaient disparu et les parlementaires se sont trouvés confrontés à la réalité du terrain : cette réforme avait été comprise des experts mais pas du peuple.

Et ce n'est pas un petit problème et ce n'est pas une petite question et ce n'est pas contradictoire avec ce que je viens de dire.

Il faut que nous allions vite mais il faut en même temps expliquer.

Je veux la réforme. Je veux qu'elle soit une rupture. Mais je ne veux pas une rupture qui brutalise une société qui n'en a pas besoin. Je ne veux pas d'une réforme qui humilie.

Il faut une réforme au service des Français, qui s'accomplisse avec les Français et pas contre eux. Des réformes qui soient vécues par les Français comme des progrès, non comme des reculs. Nous ne faisons pas les réformes pour les faire reculer ou remettre en cause les acquis sociaux. Nous les faisons pour qu'il y ait plus de pouvoir d'achat, plus d'emploi et plus de croissance.

Nous n'allons pas nous laisser caricaturer dans une réforme qui serait punitive. La réforme est une promesse au service d'un avenir meilleur et non pas comme une menace.

La réforme rassure, si elle inquiète, c'est qu'on a été incapable de l'expliquer.

Alors, je n'ai pas l'intention de me cacher. Les réformes, j'irai moi-même les expliquer aux Français. J'irai à la rencontre des ouvriers. J'irai dans les usines. J'irai à la rencontre des cheminots, des électriciens, des gaziers. J'irai à la rencontre des fonctionnaires, car ce ne sont pas eux qui sont coupables du statut dont ils ont hérité.

Ce n'est pas parce qu'il faut faire la réforme des régimes spéciaux, que Xavier conduit excellemment, que nous voulons avec François leur reprocher quoi que ce soit. On peut être cheminot et aimer son travail, être électricien ou gazier et aimer son travail.

Ils ont hérité d'un statut, il se trouve que justement pour protéger ce statut, il faut réformer. Là où ils cotisaient 37 années et demie, il faudra cotiser 40 ans. Nous ne le faisons pas pour nous, mais pour eux, pour assurer la pérennité de leur retraite.

Comprenez-moi bien, on le fait, mais je ne veux pas les désigner comme des ennemis.



Je veux dire aux ouvriers que le gouvernement sera à leurs côtés parce que ce fut une erreur considérable de toutes les majorités que de laisser les ouvriers et les usines de côté. Notre devoir est de travailler pour eux. N'en déplaise à certains experts, le problème du pouvoir d'achat ça compte et un gouvernement digne de ce nom doit parler au nom de celui qui travaille dur, qui gagne peu et qui doit se reconnaître dans la politique que mène le gouvernement.

Je veux dire aux cheminots, aux employés de la RATP, aux employés d'EDF qu'ils ne sont pas des adversaires. Il n'y a pas pour moi une France qui bloque et une France qui avance. Il y a des Français égaux en droits et en devoirs dont le gouvernement a la responsabilité de s'occuper.

Je veux dire aux fonctionnaires qu'ils sont des citoyens à part entière, que nous les respectons et que nous ne chercherons jamais à dresser les Français les uns contre les autres. Il n'y a pas une France brillante, qui serait la France du privé et une France à la traîne, qui serait la France du public. Ce n'est pas notre conception des choses. C'est justement pour cela que le Premier ministre a proposé de revoir les modalités de gestion du statut de la fonction publique.

Je ne veux fuir aucune question. Je n'avais pas peur avant d'être président et la peur n'est pas un sentiment qui me vient naturellement. Pourquoi voulez-vous que j'ai peur alors que je suis devenu président ? Le rôle du président de la République c'est de rassembler les Français, pas de les diviser. Le rôle du président de la République, c'est d'unir et pas de les opposer.

J'ai été chef de parti, j'ai aimé plus que d'autres la politique, j'ai participé à d'innombrables débats. Mais, aujourd'hui, je suis président de tous les Français. Chef de l'Etat, j'incarne la nation, ceux qui ont voté pour moi et ceux qui n'ont pas voté pour moi. Les Français ne peuvent être unis et ne peuvent être rassemblés que si les efforts sont partagés, si l'équité est respectée.

La France, c'est tous les Français. Je veux donc être le Président de tous les Français et pas le président d'une partie d'entre eux, pas le président de ceux qui ont voté pour moi. C'est d'ailleurs la logique des institutions de la Ve République. Il faut gagner le 1^{er} tour, et quand vous avez rassemblé près de 11 millions de Français sur votre nom, vous n'avez rien fait, il faut encore aller en chercher 10. C'est une façon de le dire, mais il faut le faire ! Et une fois que vous les avez rassemblés, il faut penser aux 64 millions, y compris à ceux qui n'ont pas voté pour vous et qui n'en sont pas moins Français.

Cet engagement, cette haute idée de la fonction présidentielle qui est au-dessus des partis, qui est au-dessus des clans, je ne la trahirai pas. L'idée que je me fais de la fonction présidentielle exclut toute forme de sectarisme de la part de celui qui est en charge des destinées du pays. Imaginez la responsabilité que prendrait un chef de l'Etat au service d'un clan, au service d'un parti, fut-il le sien, au service d'une secte, au service d'une petite partie de la nation.

Je souhaite, si vous me le permettez, que chacun d'entre vous, femmes et hommes politiques, réfléchisse, juste réfléchisse, au fait que, pour un président de la République, l'ouverture n'est pas un choix mais un devoir. Je ne veux pas d'un Etat PS. Je ne veux pas d'un Etat UMP. Le mal que nous ont fait dans le passé les attaques portées sur notre famille est un mal dont nous ne nous remettrons pas demain et dont nous ne nous sommes pas remis hier.

C'est mon devoir, pas simplement un choix, de veiller à l'impartialité de l'Etat. C'est mon devoir de tendre la main à tous ceux qui veulent travailler pour la France.



C'est mon devoir de tout faire pour que tous les talents puissent être mis au service du bien commun, au service du projet que les Français ont approuvé. Les Français ont approuvé un projet politique qu'est le projet présidentiel. Mais, au service de ce projet, je dois aller chercher tous les talents pour faire vivre une démocratie irréprochable.

Si je ne fais pas ça, je me comporte alors en chef d'une majorité, pas en chef de l'Etat.

Si je ne fais pas ça, j'applique une constitution qui est celle d'un autre pays, pas la constitution de la Ve République. Je m'y suis engagé, je le ferai parce que c'est mon devoir. Et, au fond, qu'attend-on de nous ? Que l'on amène à la politique d'autres personnes.

85% des Français ont voté et je devrais me comporter comme si je ne parlais qu'à 53% d'entre eux ? Je dois dire aux 47 autres % de circuler, que personne ne m'intéresse, ni personnalités, ni idées. Partez, vous êtes moins Français que les autres pour 5 ans.

Il y a une stratégie. Il y a un projet présidentiel. Les Français ont tranché. Mais au service de cette stratégie et de ce projet, il faut aller chercher le plus largement possible.

C'est la même chose pour les institutions. Dans mon projet présidentiel, j'ai dit aux Français que nous allions construire une démocratie irréprochable. On me dit que cela n'intéresse pas, à voir...

J'ai donc demandé à Edouard Balladur de bien vouloir réfléchir à l'évolution de nos institutions et faire des propositions.

Moi, je souhaite davantage de pouvoirs pour le Parlement. Cela fait 30 ans que l'on en parle, 30 ans qu'on ne le fait pas. Cela fait 30 ans que des générations de députés et de sénateurs se demandent bien souvent à quoi ils servent.

Cette question, personne ne peut me dire ici qu'elle ne se pose pas. Elle se pose en France, spécialement quand les parlementaires voyagent et voient le pouvoir des parlementaires d'autres pays.

Cette question, il va falloir y répondre et donner davantage de pouvoirs au Parlement.

Je me suis engagé, après l'épouvantable scandale d'Outreau, à ce que l'indépendance de la justice soit garantie. Qui peut douter que la justice est indépendante ? Les exemples sont multiples.

Mais je me suis engagé pour que la justice soit responsable. Il n'y a pas de pouvoir qui puisse s'exercer sans exercer aussi des responsabilités.

J'ai parlé avec François de la démocratie sociale. Qui peut me dire que la démocratie sociale fonctionne tellement bien que l'on ne doit même pas en parler, que les critères de représentativité sont merveilleux ? Critères de représentativité qui datent du lendemain de la guerre. Cette question se pose. Nous allons donc créer les conditions d'une véritable démocratie sociale.

Je vais même aller plus loin. Je limiterai mon propre pouvoir de nomination en tant que président de la République. Parce que je pense qu'on ne grandit pas la fonction présidentielle en procédant à des nominations de complaisance ou de connivence. C'était ma conviction avant les élections, c'est ma conviction après les élections. J'associerai donc le Parlement aux principales nominations qui sont dans la main du président de la République, parce que le président de la République a un grand pouvoir et qu'il doit être capable de le partager.

Il ne s'agit pas d'en finir avec la Ve République, on se demande bien pourquoi, cela fait un demi-siècle qu'elle permet à la France d'être gouvernée. Il ne s'agit pas de fonder la VIe République, je me suis toujours méfié des agités qui voulaient la VIe République, c'est-à-dire qui voulaient la mort de la Ve, sans nous expliquer exactement ce que serait la VIe. En quelques sortes, on aurait les inconvénients sans les avantages.

Mais je voudrais que la République redevienne l'affaire de tous.



Il faut tirer les conséquences de toutes les évolutions dans la pratique et de toutes les modifications juridiques qui, au fur et à mesure que le temps a passé, ont transformé la lettre et l'esprit de nos institutions, non sans introduire parfois dans leur fonctionnement des ambiguïtés voire des incohérences.

On ne peut pas continuer de faire comme si le quinquennat n'avait rien changé à la pratique et à l'équilibre de nos institutions. On peut penser ce que l'on veut du quinquennat et du septennat, mais nous sommes passés du septennat au quinquennat sans en tirer absolument aucune conséquence sur la pratique et le fonctionnement de nos institutions.

Respecter la Ve République, c'est adapter ses institutions à la nouvelle réalité. On ne peut pas continuer de faire comme si la démocratie à l'ère de la révolution numérique fonctionnait de la même manière que du temps de l'ORTF. Et encore, je suis gentil.

D'ailleurs, qu'est-ce qu'a été le gaullisme si ce n'est la rupture avec toutes les habitudes du passé ? Avez-vous jamais entendu le Général de Gaulle parler de cette chose stupide : « le retour aux sources » ?

À chaque fois qu'il a eu le pouvoir, il a tourné le dos à ce qui se passait : la politique coloniale, la politique sociale, la politique monétaire, il a même créé le nouveau Franc, la politique institutionnelle. Était-ce la tradition de faire élire le président de la République au suffrage universel ?

À chaque fois il a innové, inventé, bousculé.

Justement, au nom du gaullisme, être fidèle au fondateur de la Ve République ce n'est pas garder comme dans du formol une constitution où l'on ne modifierait aucune des virgules, alors même que l'on ne s'est pas rendu compte qu'en passant du septennat au quinquennat, on changeait beaucoup, et beaucoup plus profondément qu'on nous l'avait dit d'ailleurs, la réalité du fonctionnement de nos institutions.

Je me suis engagé à donner aux Français la fierté de la France. C'est le fameux débat sur l'identité nationale, la fierté d'être Français. C'est que je m'efforce de faire. C'est ce à quoi le Gouvernement de François Fillon travaille. La fierté d'être Français, c'est d'abord la fierté d'être le citoyen d'un pays qui pourra, je l'espère, donner à nouveau au monde l'exemple du dynamisme, de la créativité, de l'imagination, de la foi en l'avenir. Un pays où tout devient possible et pas un pays où l'on ne peut rien faire.

La fierté d'être Français, c'est la fierté d'être le citoyen d'un pays qui est encore capable de donner au monde l'exemple d'un art, d'une intelligence qui rayonne de façon universelle.

Mais la fierté d'être Français, c'est la fierté de voir la France revenir sur la scène du monde pour y jouer le rôle auquel la destinent son histoire et son prestige.

Ne nous cachons pas la vérité, le non français au référendum avait bloqué l'Europe et avait mis la France d'une certaine façon à côté de l'Europe. Grâce au Traité simplifié, voici la France réconciliée avec l'Europe et l'Europe avec la France. Je l'avais promis. C'est fait.

Voyez le drame du Darfour qui bouleverse nos compatriotes. Depuis 4 ans, tout était bloqué. Le conseil de sécurité vient de voter à l'unanimité l'envoi d'une force hybride à la fois côté Soudan et côté Tchad.

Voyez les infirmières bulgares. Qu'ai-je entendu sur cette affaire-là ? Leur situation était parfaitement sans issue. Cela faisait 8 ans et demi que l'on susurrait à l'oreille du guide « pensez aux infirmières », puis on repartait dans son pays. Les infirmières aujourd'hui sont libres. Nous l'avions promis, c'est fait. J'irai demain en Bulgarie et cette libération a un peu fait pour l'image de la France en Bulgarie.

Voyez l'Union Méditerranéenne. Cette idée semblait à beaucoup une chimère. Mais la France la porte et elle avance. J'y mettrai toute mon énergie, toutes mes forces, toute ma volonté et l'Union Méditerranéenne se fera et la



France sera fière de ce que nous aurons fait. Parce qu'en tournant le dos à la Méditerranée, nombreux étaient ceux qui pensaient tourner le dos au passé. Nous avons tourné le dos à notre avenir, parce que la Méditerranée, ça compte dans l'histoire de France.

Voyez la Turquie. J'ai vu monsieur Erdogan à New York. Je lui ai dit : il y a tant de gens qui vous promettent l'entrée dans l'Europe et qui pensent le contraire. D'ailleurs, si tous étaient d'accord, pourquoi ça ne s'est pas fait ? La France, elle assume et préfère le partenariat à l'adhésion.

C'était respecter la Turquie que de lui dire la vérité et d'essayer de trouver des solutions pour que les Turcs ne soient pas humiliés. Mais nous ne pouvons payer la stabilité de la Turquie de la déstabilisation de l'Europe.

Voyez le succès de la France à l'Assemblée Générale de l'ONU. Qui porte la question du partage de la rente ? Quand j'étais ministre des Finances, en 2004, ce n'est quand même pas le Moyen Age, le baril de Brent valait 42 dollars, il est à plus de 82. Cela coûte-t-il plus cher de sortir un baril de pétrole aujourd'hui qu'il y a 3 ans ? Et le prix de vente a doublé.

La question de la rente et de son partage doit être posée devant la scène internationale. Dans le même temps où des pays sont obligés d'avoir 5 ou 6 heures sans électricité. C'est la France qui porte ce discours.

J'ai également dit au nouveau directeur général du FMI, un Français, que je lui écrirai dès le début novembre pour demander au FMI de se saisir de cette question du partage de la rente. Parce que nous ne construisons pas la paix dans le monde sur l'injustice dans le monde.

Souvenons-nous toujours que la France n'est fidèle à elle-même que lorsqu'elle cherche à être plus grande pour tous les hommes et pas simplement pour elle.

La France est respectée, la France est écoutée, en Europe et dans le monde.

Nous ne sommes pas à la fin d'une histoire, mais au commencement. Cette histoire, c'est notre histoire à tous. Pas l'histoire des uns contre les autres. Chacun d'entre nous y a sa part. Chaque Français doit pouvoir s'y reconnaître, y retrouver une part de soi-même.

Quel était le génie du Général de Gaulle quand il a fait le RPF ? C'était que le RPF c'était le métro à 6 heures du soir. C'était qu'il était capable de parler aux élites dirigeantes comme au peuple.

Quel a été le drame de l'histoire de la droite républicaine et du centre ? C'est de se couper du peuple et de laisser le peuple, pendant 20 ans, être représenté par les extrêmes.

Quel est le drame de la gauche ? C'est d'oublier de parler des travailleurs et de ne penser qu'aux statuts.

Voilà les travers dans lesquels il ne nous faut pas tomber.

Voilà le lien que nous devons garder avec le peuple français.

C'est pour cela que je veux m'adresser à chacun des Français.

C'est pour cela que je me sens comptable de mon action vis-à-vis de chacun d'eux, quel que soit son âge, son territoire ou son passé politique. Avec François Fillon, à qui je veux dire mon amitié et ma confiance totale, avec le Gouvernement à qui je veux dire que je suis très fier de ce qu'ils font, y compris ceux qui sont différents.

Et si nous les avons choisis, c'est justement parce qu'ils sont différents. Parce que si c'est pour faire comme partout, des petits pois, de même couleur, même calibre, même absence de saveur, ce n'est pas avec ça que vous rassemblez un pays comme la France, qui a tant de fromages disait le Général de Gaulle.

C'est cela la diversité. Comment avons-nous fait de l'UMP une réussite ? Et nos amis du Nouveau Centre ne m'en voudront pas de le dire, nous l'avons fait le jour où les Français se sont dits : tiens, dans cette famille-là, il y a des gens comme moi !

N'abandonnez pas ce message, de la diversité, de la multiplicité. Et contrairement à ce que beaucoup imaginent, c'est la diversité qui permet l'unité. L'unité ne résiste pas à l'uniformité. Et contrairement à ce que beaucoup disent, les sociétés sont mortelles par la consanguinité pas par l'ouverture. C'est la consanguinité, la fermeture, le



repliement qui ont détruit des civilisations entières, pas l'ouverture, pas la main tendue, pas la volonté de bonne foi de refuser tout sectarisme.

Vous croyez, pour François comme pour moi, il est simple d'animer des équipes différentes ? C'est beaucoup plus simple d'avoir des gens qui ont fait les mêmes écoles, qui ont la même formation, les mêmes convictions, le même costume et la même destinée. C'est beaucoup plus simple la première semaine, parce qu'à la deuxième, les Français se rendent compte que ce n'est pas un gouvernement pour toute la France.

Et nous avons voulu, avec François, faire un gouvernement pour toute la France. Et notre famille politique doit rester ouverte à toute la France. C'est le message que je voudrais vous faire passer.

Nous avons besoin de vous ;

Nous avons besoin de votre confiance ;

Nous avons besoin de votre soutien ;

Nous avons besoin de vos débats.

Personne, et certainement pas moi qui aime tellement les débats, ne vous reprochera d'avoir des débats. Même s'il y a manière et manière de les conduire. Il n'y a aucun problème pour que l'on ait des désaccords sur le fond d'une question, mais on doit les avoir en assumant une unité entre nous.

Vous savez, je suis très conscient des devoirs qui sont les miens. Et le premier d'entre eux est de ne pas décevoir. C'est une responsabilité qui pèse sur mes épaules. Mais je vous l'ai déjà dit, quand vous m'avez choisi pour être candidat, je m'étais engagé devant vous à ce que l'on gagne et j'avais pris cette responsabilité de ne pas vous décevoir.

Quand j'ai été élu président de la République, je m'étais engagé à ce que l'on aille jusqu'au bout des réformes. Et nous irons jusqu'au bout des réformes. On me dit qu'il y a des difficultés, Ah bon ? Je ne m'en étais pas rendu compte... Vous croyez que pensais que j'allais passer 5 ans tranquilles dans un fauteuil à attendre ? Je sais qu'il y a des difficultés, qu'il y a des épreuves à affronter, mais on est là pour cela.

Je suis conscient du devoir qui est le mien et je vous demande d'être conscients du devoir qui est le vôtre, et qui est de répondre à l'attente des Français. On forme une équipe, chacun à sa manière. L'un est président, l'autre Premier ministre, d'autres sont ministres, parlementaires, mais nous formons une équipe.

Et à l'arrivée, mes chers amis, ce sera le succès de tous ou l'échec de chacun.

À l'arrivée, mes chers amis, on n'ira pas voir celui qui était de telle tendance ou de telle autre, on ira voir les résultats. Les gens diront : est-ce que vous avez bien travaillé pour la France, est-ce que vous avez bien travaillé ensemble ?

Je serai fidèle à nos engagements, je me dévouerai chaque minute, je m'engagerai totalement. D'ailleurs, je vais vous dire une chose, je ne sais pas faire autrement. Et, à l'arrivée, les Français jugeront.

Moi j'aime passionnément la France. Nous allons essayer de faire le mieux possible pour nos compatriotes. Rien ni personne ne nous arrêtera. Les Français, juges ultimes, jugeront le moment venu.

En attendant, permettez-moi de vous dire mon estime, mon amitié et, si vous me le permettez, mon affection.